

Crise économique internationale, Faillite de General Motors et intervention de l'Etat

L'entreprise américaine General Motors, numéro un mondial de l'automobile depuis 1931 a déposé son bilan le 1^{er} juin 2009 au tribunal des faillites du district Sud de New York, conformément à la législation des Etats-Unis d'Amérique.

Pour éviter un séisme à l'économie américaine et fort des leçons tirées depuis la banqueroute de Lehman Brothers qui a été le déclencheur de la crise financière internationale actuelle, le Président démocrate Barack OBAMA a décidé une restructuration du géant mondial de l'automobile en demandant à l'Etat d'apporter 30,1 milliards de dollars à l'entreprise et d'acquérir 60 % de son capital.

Avec les 9,5 milliards de dollars complémentaires que va lui verser le Canada, General Motors, qui comptait 244 000 employés dans le monde et 47 usines pour un marché dimensionné à 16 millions de voitures par an aux seuls Etats-Unis, va faire une cure d'amaigrissement qui va se traduire par la révision à la baisse de sa production à 10 millions de voitures et de ses effectifs à 200 000 employés. C'est donc 44 000 nouveaux chômeurs qu'il va créer et 14 sites industriels qu'il va devoir fermer d'ici 2012.

Dans son analyse du capitalisme, Karl Marx, en dégagant ce qu'il appelait la loi de l'accumulation capitaliste croyait démontrer l'inéluctabilité de la crise du système capitaliste. Et l'on a même pu lui prêter l'idée selon laquelle le système capitaliste, de crise en crise, finirait par disparaître de lui-même.

Mais les marxistes contemporains parlent de capitalisme monopoliste d'Etat et de régulation monopoliste pour caractériser la situation actuelle de concurrence imparfaite où dominent les monopoles et les oligopoles, et dans laquelle l'Etat intervient pour soutenir les entreprises.

En incriminant au premier chef la concurrence capitaliste comme cause de crise, KEYNES montre que lorsque la crise se réalise, c'est-à-dire lorsque les entreprises au lieu de faire des profits enregistrent plutôt des pertes – c'est le cas de General Motors avec des pertes de l'ordre de 6 milliards de dollars au premier trimestre 2009 – leur première réaction est de réviser en baisse leurs anticipations. D'ailleurs elles sont forcées de le faire, puisque les banques ne sont plus disposées à renouveler leurs crédits du fait de leur incapacité à faire fructifier ces capitaux. Dans ces conditions, comme l'écrit Joseph STIGLITZ, << l'Etat peut jouer un rôle essentiel, non seulement pour tempérer les échecs du marché, mais pour assurer la justice sociale >>.

C'est ce que font tous les Etats des pays dits libéraux depuis le déclenchement le 15 septembre 2008 de la crise financière internationale actuelle. C'est dans cette logique qu'il faut comprendre la gestion de la faillite de General Motors, << too big to fail >>.

Professeur TOUNA MAMA
Chef du Département d'Analyse
et Politiques Economiques à
l'Université de Yaoundé II
Site Internet : www.tounamama.com